

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 335/02

ÉFAI – 020727 – AMR 34/068/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MEURTRE POLITIQUE PRÉSUMÉ

GUATÉMALA

Craintes pour la sécurité :

les membres du *Comité de Desarrollo Campesino* (CODECA, Comité de développement paysan)

Personne tuée :

Erasmó Sánchez Lapop (h), paysan militant en faveur du droit à la terre

Londres, le 12 novembre 2002

Erasmó Sánchez Lapop, un indigène du département de Suchitepéquez (sud-ouest du Guatemala) qui militait en faveur du droit à la terre, a été tué après avoir aidé des agriculteurs à s'organiser en vue de défendre leurs droits fonciers. D'autres membres du *Comité de Desarrollo Campesino* (CODECA, Comité de développement paysan) ont reçu des lettres les menaçant de mort. Amnesty International craint qu'ils ne soient en grand danger.

Le 3 novembre, vers 4 heures de l'après-midi, deux hommes à bord d'une voiture aux vitres teintées se sont arrêtés au niveau d'Erasmó Sánchez Lapop et l'ont abattu. Sa femme, qui se trouvait à proximité, a reconnu les deux agresseurs et a appelé la police, qui a procédé à leur arrestation. Amnesty International estime qu'il est fort probable que cet homicide ait été motivé par des considérations d'ordre politique, et que ces hommes aient été payés pour commettre cet acte.

Erasmó Sánchez Lapop faisait partie d'une communauté de Mayas Quiché qui compte 125 familles. En août 2001, celles-ci ont acheté la plantation Nueva Cabrican, à Mazatenango (département de Suchitepéquez), et s'y sont établies. Elles ont réalisé cet achat grâce à *Fontierras* (le Fonds des terres), un fonds public créé par le gouvernement afin d'aider les populations démunies et déplacées à acquérir des parcelles à cultiver. Toutefois, depuis leur installation, un litige foncier les oppose à des habitants de la région, au nombre desquels figure notamment le maire de la commune. Erasmó Sánchez Lapop, de même que douze autres membres de la communauté appartenant au CODECA, a aidé les agriculteurs à s'organiser afin de défendre leurs droits fonciers. Selon certaines informations, Erasmó Sánchez Lapop était le meneur de ce mouvement de protestation. Il avait reçu plusieurs lettres anonymes le menaçant de mort, la dernière étant arrivée deux mois avant qu'il ne soit tué. Ce courrier contenait une balle qui appartiendrait à une personne proche du maire.

Depuis septembre 2002, des habitants de la plantation Nueva Cabrican et des membres du CODECA reçoivent des lettres de menace. Celles-ci visent manifestement à semer la discorde au sein de la communauté : en effet, selon les informations recueillies, elles portent la signature d'un membre du conseil d'administration du CODECA.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cet homicide intervient alors que les actes de violence contre les militants en faveur du droit à la terre se multiplient au Guatemala (voir l'AU 200/02, AMR 34/041/01 du 2 juillet et sa mise à jour, AMR 34/049/02 du 15 août 2002, ainsi que l'AU 205/02, AMR 34/042/02 du 8 juillet 2002).

L'*Acuerdo sobre Aspectos Socioeconómicos y Situación Agraria* (Accord sur les questions socio-économiques et la situation agraire), signé en 1996, prévoyait une redistribution des terres non cultivées appartenant à l'État, ainsi que la création de fonds sociaux destinés à permettre aux paysans démunis d'acquérir des terrains. Toutefois, le gouvernement guatémaltèque a montré peu d'empressement à mettre pleinement en œuvre ce chapitre important des accords de paix de 1996. Dans plusieurs départements du Guatemala, un nombre croissant de cultivateurs, désespérés, occupent des terres ou refusent d'évacuer des parcelles qu'ils estiment avoir le droit de cultiver. Ces paysans sont souvent chassés par la police, ou par des vigiles obéissant aux ordres de propriétaires terriens. Ainsi, le 31 octobre 2002, les membres de quelque 80 familles, qui occupaient la plantation de San Miguel, dans la municipalité d'El Estor (département d'Izabal), ont été chassés, et deux d'entre eux ont été blessés. Ces personnes craignent que la police n'ait été complice de cette expulsion. De même, le 7 novembre, des affrontements ont opposé deux milliers de cultivateurs et des policiers qui tentaient de les contraindre à quitter la plantation San José Los Encuentros, à Nuevo Palmar (département de Quezaltenango).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité des membres du *Comité de Desarrollo Campesino* (CODECA, Comité de développement paysan) qui ont récemment reçu des lettres anonymes les menaçant de mort ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures afin d'assurer leur sécurité ;
- demandez instamment qu'une enquête soit ouverte sur le meurtre d'Erasmus Sánchez Lapop, que les résultats de ces investigations soient rendus publics, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;
- exhortez les autorités à prendre des mesures afin qu'une issue pacifique soit trouvée aux litiges fonciers impliquant les indigènes qui ont acquis la plantation Nueva Cabrican ainsi que d'autres communautés, dans tout le Guatemala, qui risquent de subir des violations de leurs droits fondamentaux.

APPELS À :

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6ª Avenida "A" 4-41, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Presidente de la República de Guatemala,
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 253 0801 (L'obtention de cette ligne peut s'avérer difficile. Merci de vous montrer persévérant)

Formule d'appel : *Excelentísimo Señor Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Procureur général :

Fiscal General de la República
Lic. Carlos David De León Argueta
Fiscalía General del Ministerio Público
8ª Avenida, 10-57, Tercer Nivel
Zona 1, Ciudad de Guatemala
Guatemala

Télégrammes : Fiscal General de la República, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 221 2718

Formule d'appel : *Señor Fiscal General*, / Monsieur le Procureur général,

Directeur du Fonds des terres (créé en application des accords de paix pour gérer les fonds publics destinés à acquérir des terrains à des fins de « réaménagement territorial », de renforcement de la « transparence » du marché foncier, etc.) :

Lic. Sergio Funes, Director
Fontierras

7 Avenida 8-92, Zona 9
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Director de Fontierras, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : + 502 334 6373 (si quelqu'un décroche, dites : « *me podría dar tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Director*, / Monsieur le Directeur ,

COPIES À :

Centre d'information sur le Guatemala :

CERIGUA
2ª calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 221 2521

Comité de Desarrollo Campesino (CODECA, Comité de développement paysan) :

Comité de Desarrollo Campesino (CODECA)
10 calle, 5-39, Prolongación
Canton Santa Cristina, Zona 2
Mazatenango, Suchitepéquez
Guatemala

Fax : +502 872 1545 (si quelqu'un décroche, dites : « *me podría dar tono de fax por favor* »)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 24 DÉCEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*